

"L'Emancipation des Travailleurs sera l'œuvre des Travailleurs eux-mêmes". (K. MARX)

A PROPOS DU REFERENDUM

En juillet 1968, la bourgeoisie Française croyait pouvoir se frotter les mains : elle l'avait échappée belle après la formidable poussée révolutionnaire qui l'avait ébranlée, elle se proclamait aussi forte qu'auparavant.

Le chantage électoral avait trouvé toutes les complicités voulues pour réussir, et l'expérience des luttes de mai et juin avait démontré que les directions des partis se réclamant traditionnellement du socialisme ne désiraient pas réellement l'abolition du capitalisme.

Restaient les problèmes économiques : mais les patrons savaient bien qu'ils reprendraient par les prix nos augmentations de salaires. La gauche poussait la classe ouvrière à abandonner la rue pour le spectacle anodin des "luttes" parlementaires.

Les directions traditionnelles, après avoir dénoncé les "gauchistes", se repliaient sur des mots d'ordre défensifs : "Sauvegarder les acquis de mai" — Mais nous savons tous que pour les défendre, ce n'est pas un 12 février ou 11 mars qui effraieront les patrons, ce qu'il nous faut mener c'est une lutte impitoyable, dure et longue contre la bourgeoisie et le patronat.

Nous ne céderons pas

La combattivité des travailleurs n'a pas été atteinte par l'échec de juin. Chez Renault, à la S.N.C.F., à l'E.D.F., G.D.F., les travailleurs ont su réagir avec vigueur aux matraquages de la direction — Sous prétexte de "rentabilisation", "d'expansion" de "productivité", les patrons nous mettent tout sur le dos, mais continuent à spéculer, mettant leur propre économie en péril.

Car si le grand capital se doit d'envoyer sa "pègre" balader des drapeaux tricolores quand il faut lutter contre l'internationalisme prolétarien, il montre le plus grand mépris des frontières lorsqu'il s'agit d'augmenter ses profits et de faire face à la crise.

On l'a vu en novembre, après nous avoir expliqué pendant dix ans qu'une monnaie forte devait bien se payer par l'austérité, de Gaulle a bien été obligé d'avouer la faiblesse réelle de la monnaie, et sur ce, pour la remonter, on met en place une nouvelle "politique d'austérité" sur le dos des travailleurs.

Pour rassurer la bourgeoisie qui commençait un peu à se paniquer, de Gaulle lui assure un **blocage des salaires** solide, sans toucher un mot de l'augmentation du coût de la vie.

Malgré tout, le gaullisme est ébranlé et la bourgeoisie, n'ayant

personne à mettre à la place, le maintient sur son trône en attendant une période favorable pour tenter d'écraser la classe ouvrière.

Un « vieux truc » pour détourner l'attention

De Gaulle connaît un "truc" pour gagner du temps : les urnes. Ça a déjà bien marché et il est sûr que les organisations traditionnelles tomberont dans le panneau une fois de plus.

Effectivement, ça marche, et P.C.F. en tête, les syndicats derrière, on essaie de nous remettre dans les rails des luttes d'avant mai : une "grève" de 24 heures de temps en temps, et de l'autre côté, participation aux élections pour le NON à de Gaulle.

On veut nous faire enterrer nos revendications dans les urnes, et d'ailleurs, la C.G.T. vient de le montrer pour nos camarades de l'E.D.F. G.D.F. : depuis quand l'union ne fait-elle plus la force ?

Depuis quand, alors qu'une grève de tous les électriciens et gaziers, ensemble, dans toute la France, le même jour, pouvait seule faire plier leur direction, les grèves "régionalisées" et séparées dans le temps sont-elles efficaces ?

C'est l'approche des élections qui fait que la C.G.T. veut placer les luttes sur un autre terrain que l'entreprise.

Si les organisations veulent créer une crise politique, en faisant voter non, alors, qu'elles nous proposent une solution de rechange qui satisfasse les revendications des travailleurs.

Si c'est **oui**, de Gaulle continue, fort de "l'appui du peuple" et peut ainsi faire passer tranquillement sa politique d'austérité sur le dos des travailleurs.

Si c'est **non**, la bourgeoisie, qui n'a rien à craindre d'une gauche divisée et sans programme de remplacement, mettra sur pied un régime encore plus policier et pourra écraser ainsi la classe ouvrière.

C'est pour cela que nous refusons d'enterrer nos revendications dans les urnes.

Le combat doit se mener dans les entreprises — La bourgeoisie est acculée, à nous de **l'achever**.

En mai, ce que nous avons obtenu ne l'a été que parce que nous occupions nos usines. En juin, nous avons tout perdu dans les urnes : de Gaulle s'est rétabli.

La classe ouvrière sait que le socialisme ne se gagnera que dans l'usine et dans la rue.

LUTTE DES TRAVAILLEURS ET REFERENDUM

I) Les Syndicats et le Referendum

"Les organisations syndicales représentatives (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), dans leur ensemble l'ont (le contenu du referendum) vivement dénoncé et condamné en appelant les travailleurs à répondre par un NON catégorique et massif au referendum" (Benoit Frachon, Président de la C.G.T., au Cirque de Rouen le Jeudi 3 Avril 69).

1) Qu'espèrent obtenir les directions syndicales par le résultat du referendum ?

Dans le plus défavorable des cas, elles espèrent que le gouvernement gaulliste impressionné par le résultat d'un referendum, où les NON des travailleurs se mêleraient avec ceux des Tixier-Vignancourt et autres Lecanuet, se déciderait à rouvrir les négociations (qui mènent à quoi ?).

Dans le plus favorable des cas elles espèrent que le gouvernement devant la volonté "populaire" s'inclinera et laissera la place à un gouvernement dit "démocratique". Ainsi dans le cadre de la démocratie véritable ou avancée (?), régime idyllique après lequel on court depuis 11 ans, les travailleurs obtiendraient enfin satisfaction.

Tous les espoirs des directions syndicales dans le referendum reposent sur l'illusion que la bourgeoisie et son représentant de Gaulle font cas de la volonté populaire. Les Travailleurs savent pourtant ce qu'il en est depuis 11 ans !

2) La tactique des organisations syndicales pendant la période du Referendum

Confiant dans les voies électorales au socialisme nos dirigeants syndicaux ne veulent pas effrayer les votants de "gauche" hésitants par une trop grande combattivité de la classe ouvrière.

Il s'agit alors pour eux de canaliser les mouvements déclanchés hors de leur contrôle, de les isoler afin que les mouvements s'épuisent.

Ainsi au Mans on a empêché la généralisation de la lutte sur la base de la mensualisation pour tous.

Ainsi à la S.N.C.F. on a empêché la généralisation de la lutte des roulants du réseau Sud-Ouest.

En bradant les luttes qui existent réellement pour un hypothétique referendum, les directions syndicales quittent le terrain privilégié de la classe ouvrière, l'entreprise, pour le terrain privilégié de la bourgeoisie, le bureau de vote.

En ce moment le problème n'est pas de voter, il est de développer nos luttes de telle façon qu'elles soient victorieuses.

III) Que faire ?

1) La contre-offensive du Patronat

Après la crise sociale de Mai-Juin, après la crise financière de Novembre, le patronat français se trouve en état d'infériorité par rapport

aux capitalistes étrangers, la bourgeoisie française pour être concurrentielle sur le marché international doit non seulement maintenir ses prix de revient, mais encore chercher à les abaisser constamment.

Cela se traduit par la volonté du patronat de ne céder à aucune revendication, par une constante remise en cause des acquis des Travailleurs (rattrapage des augmentations de salaire par l'augmentation du coût de la vie; attaques contre la Sécurité sociale...) par une tentative continue d'accroître l'exploitation des travailleurs (augmentation des cadences...)

2) Les mots d'ordre à avancer

Face à la contre-offensive patronale il est irresponsable de brader les luttes existantes, d'empêcher leur généralisation et d'accepter un référendum, cadeau empoisonné que la bourgeoisie et de Gaulle nous offrent pour nous détourner de nos véritables luttes.

Face à la contre-offensive patronale la mise en avant d'un certain nombre de mots d'ordre apparaît comme fondamentale :

— Réajustement des salaires; Echelle mobile (seul moyen pour les ouvriers de contrôler la revalorisation des salaires);

— Refus des licenciements;

— Refus de l'augmentation des cadences;

— Réduction du temps de travail. Alors que la productivité a considérablement augmenté, le temps de travail non seulement n'a pas diminué, mais de plus a augmenté (où sont les 40 heures obtenus en 36?)

A tout refus du patronat et du gouvernement de satisfaire nos revendications, à toute attaque contre les travailleurs, nous devons opposer une riposte décidée : **seule une position de force vis-à-vis du patronat peut le faire céder.**

Notre tâche première est de nous armer pour répondre du tac au tac à la répression et à la contre-offensive patronale.

Plus que jamais, **seul le combat paie.**

III) Contrôle Ouvrier

Les attaques répétées du patronat contre les travailleurs prouvent la nécessité de nous donner les moyens, la force de défendre tout ce que nous avons acquis et tout ce que nous pourrions acquérir.

L'arbitraire patronal est total sur la question de l'augmentation des cadences, sur celle de l'embauche et des licenciements, sur celle des fer-

metures d'entreprises; il nous est impossible de "négocier" le ralentissement des cadences.

Le **contrôle ouvrier** est la seule façon de lutter contre l'arbitraire patronal; il ne s'agit pas pour nous de discuter entre le patron et le représentant du gouvernement; il s'agit pour les travailleurs d'intervenir, par l'intermédiaire des délégués **élus et révocables**, dans le fonctionnement de l'entreprise; c'est le point de départ de la contestation pour savoir qui sera le maître de l'entreprise.

A tout licenciement, à toute augmentation de cadence, on doit systématiquement opposer la **nécessité du contrôle ouvrier, du veto ouvrier sur les licenciements, sur l'augmentation des cadences.**

IV) Unité syndicale

Alors que le patronat dans le cadre unique du C.N.P.F. peut mener une attaque organisée et systématique contre les travailleurs, ceux-ci divisés entre trois centrales syndicales peuvent difficilement répondre par des luttes de grande envergure seules capables de faire céder les patrons. En Mai-Juin les travailleurs ont prouvé que seule l'unité d'action pouvait conduire à des luttes de grande ampleur et faire ainsi reculer le patronat et le gouvernement.

Retourner aujourd'hui à des rivalités entre directions syndicales, à des rivalités inter-bureaucratiques ne peut que profiter au patronat. L'unité d'action ne doit pas être un simple accord au sommet susceptible d'être défilé au gré des directions sans que la base puisse intervenir.

Dès aujourd'hui il faut lutter pour que se réalise des **accords à la base**, pour que les travailleurs se battent sur des **objectifs clairs**, et non plus un catalogue de revendications.

Les objectifs sur lesquels nous devons nous battre, et les formes de luttes qu'il faudra adopter pour réaliser ces objectifs sont à définir devant l'ensemble des travailleurs (A.G. du personnel). Il est nécessaire pour cela de développer l'information, de développer la propagande.

C'est lorsque nous saurons répondre à ces objectifs qu'il nous sera possible de prétendre à un changement de régime social et politique et non en attendant passivement le résultat d'un référendum qui ne décidera pas de notre avenir.

Le Pouvoir se trouve dans la lutte des travailleurs et non dans les urnes de la bourgeoisie.

L'ILLUSION ELECTORALISTE

La presse, la radio, la télévision n'ont jamais été si unanimes Français ! Faites votre devoir : VOTEZ !

Le matraquage propagandiste est systématiquement organisé (et ce n'est qu'un début), la bourgeoisie utilise toute son artillerie pour convaincre le bon peuple avec un acharnement subtil à ce qu'il s'intéresse à la vie politique du pays.

Tout à coup, offre est faite aux masses "d'intervenir directement" sur la scène politique au son de "Vive la démocratie !

"La soi-disante démocratie, c'est à dire la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée, la "volonté populaire" tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires irréductibles, et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue volonté populaire afin d'affermir à la faveur de telles phrases sa domination sur la classe ouvrière afin de lui imposer sa volonté de classe".

Extrait du 1^{er} Congrès de la III^e internationale créée par Lénine.

Entretenir l'illusion électorale est actuellement pour la bourgeoisie maintenir sa domination en déviant le mouvement ouvrier qui lui lutte dans les entreprises et la rue, dans la fiction de la prise de pouvoir sur le terrain électoral.

Les grèves partielles qui se déclenchent effraient la bourgeoisie, la perspective d'une généralisation de la lutte, son incapacité à lui répondre lui impose de prendre une initiative.

Le référendum constitue dans son arsenal l'arme la plus efficace qui lui offre une porte de sortie à la situation difficile où elle se trouve.

Efficace parce que :

— La lutte électorale se mène sur un terrain où le pouvoir bourgeois, sa domination de classe ne sont pas remis en cause.

— C'est elle qui prépare le terrain, qui a les armes les plus puissantes sans commune mesure avec ceux de la classe ouvrière.

"La bourgeoisie a toujours la possibilité de tirer parti de ses ressources matérielles, de sa presse, de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper."

Extrait du 1^{er} Congrès de la III^e internationale créée par Lénine.

— Parce qu'il offre l'illusion aux travailleurs d'une intervention démocratique, d'un pouvoir politique de décision.

La mystification est renforcée par le caractère plébiscitaire du référendum.

De Gaulle exerce le chantage habituel, l'alternative du Progrès ou du Bouleversement espérant ainsi rallier tous les partisans de l'ordre républicain, apeurés par la menace des "émeutes et autres exhibitions".

La croyance dans le bulletin de vote permet à la bourgeoisie pareille initiative et la lutte extra-parlementaire des ouvriers dans leurs usines est abandonnée au profit d'une bataille du OUI et du NON et c'est ce que désire la bourgeoisie.

A ce mot d'ordre bourgeois : le pouvoir est dans les urnes ! Les travailleurs répondent : le pouvoir se prend dans les entreprises et dans la rue et dans cette perspective ils se mobilisent sur leur lieu de travail, ils obligent leurs directions syndicales à riposter la politique d'austérité.

Une fois de plus, camarades, il se trouvera des gens bien intentionnés pour affirmer que ce tract nous a été financé par le gouvernement.

Vous savez tous que son Tirage n'a été possible que grâce aux cotisations des camarades ouvriers et étudiants de notre organisation.

Les basses calomnies dont nous sommes l'objet ne sont que la preuve pour ceux qui les répandent, de leur incapacité à se défendre politiquement.

SOUTENEZ ROUGE

Tout versement de fonds :

Rouge, journal d'action communiste - C.C.P. Paris 25.043-88

Pour toute correspondance : Claude Deron, 106, boulevard d'Orléans - ROUEN